

**No. 42045**

---

**Italy  
and  
Switzerland**

**Arrangement between Italy and Switzerland concerning the emigration of Italian workers to Switzerland (with final act and exchange of letters). Rome, 22 June 1948**

**Entry into force:** *15 July 1948, in accordance with article 25*

**Authentic text:** *French*

**Authentic text of the Exchange of letters:** *French and Italian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *Italy, 8 November 2005*

---

**Italie  
et  
Suisse**

**Arrangement entre l'Italie et la Suisse relatif à l'immigration de travailleurs italiens en Suisse (avec acte final et échange de lettres). Rome, 22 juin 1948**

**Entrée en vigueur :** *15 juillet 1948, conformément à l'article 25*

**Texte authentique :** *français*

**Texte authentique de l'Échange de lettres :** *français et italien*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *Italie, 8 novembre 2005*

[ FRENCH TEXTE — TEXTE FRANÇAIS ]

## ARRANGEMENT ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE RELATIF À L'IMMIGRATION DE TRAVAILLEURS ITALIENS EN SUISSE

Le Gouvernement de la République italienne et le Conseil Fédéral Suisse,

désireux de maintenir et de développer le mouvement migratoire traditionnel d'Italie en Suisse, et entendant régler d'un commun accord et au mieux des intérêts des deux pays les modalités du recrutement des travailleurs italiens et la procédure relative à l'introduction de ces travailleurs en Suisse, ainsi que le régime applicable à leurs conditions de séjour et de travail,

ont résolu de conclure un arrangement et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires à cet effet, savoir :

Le Gouvernement de la République Italienne : S.E. Le Comte Carlo Sforza, Ministre des Affaires Etrangères,

Le Conseil Fédéral Suisse : S.E. Monsieur René de Weck, Ministre de Suisse à Rome

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### *Article 1*

1. Le présent arrangement s'applique à l'immigration en Suisse de main-d'oeuvre saisonnière ou admise à titre temporaire.

2. Les dispositions particulières relatives au régime des travailleurs frontaliers sont réservées.

#### *Article 2*

Le Gouvernement italien tiendra compte des besoins de la Suisse dans la répartition de la main-d'oeuvre italienne disponible entre les pays intéressés à y faire appel.

### RECRUTEMENT

#### *Article 3*

1. Les demandes numériques de main-d'oeuvre seront présentées à la Légation d'Italie à Berne (ci-après dénommée la Légation) et les demandes nominatives au Consulat d'Italie compétent (ci-après dénommé le Consulat).

2. Seront admis à présenter des demandes les employeurs, les associations patronales et les organismes d'utilité publique reconnus par les Autorités suisses.

3. En revanche, les demandes présentées par l'entremise d'agents privés ne sont pas recevables.

*Article 4*

Tenant compte du caractère essentiellement individuel de la demande de main-d'oeuvre en Suisse et des relations traditionnelles existant entre employeurs suisses et travailleurs italiens, le Gouvernement italien admet que les employeurs suisses engagent dans les limites prévues à l'art. 5 les travailleurs italiens avec lesquels ils entretiennent des relations personnelles.

*Article 5*

1. Le Consulat aura qualité pour admettre les demandes nominatives jusqu'à concurrence de cinq travailleurs par employeur.

2. Les demandes nominatives qui dépasseront ce chiffre seront transmises au Ministère du Travail à Rome, qui leur donnera suite dans toute la mesure où les circonstances le permettront.

3. S'il n'est pas possible d'en tenir compte, les demandes nominatives dépassant le chiffre fixé seront, à la requête de leurs auteurs, considérées comme des demandes numériques et traitées en conséquence. Le Ministère du Travail fera connaître sa décision dans le plus bref délai.

*Article 6*

1. Les demandes numériques contiendront des indications précisés sur la nature de l'emploi, le genre et la qualification de la main-d'oeuvre désirée, les conditions de travail, de rétribution, de logement et de subsistance.

2. La Légation transmettra ces demandes aux offices du travail désignés d'avance par les autorités centrales italiennes, et en enverra simultanément un double à ces dernières. Au préalable, la Légation informera des besoins approximatifs dont elle aura connaissance les autorités centrales italiennes, qui lui indiqueront à quels offices du travail elle peut avoir recours et dans quelles proportions chacun de ces offices contribuera au recrutement de la main-d'oeuvre demandée. Il sera tenu compte dans toute la mesure du possible des vœux exprimés par les auteurs des demandes au sujet des régions dans lesquelles les travailleurs demandés devraient être recrutés de préférence.

*Article 7*

1. Les listes des travailleurs recrutés sur demande numérique seront remises aux requérants par l'entremise de la Légation.

2. Sitôt qu'ils seront en possession de ces listes, les requérants auront la faculté de se rendre au lieu de recrutement en Italie, pour prendre contact avec la main-d'oeuvre qui leur

est destinée et, le cas échéant, pour l'accompagner en Suisse. Ils s'entendront au préalable avec l'office du travail chargé du recrutement.

*Article 8*

Si un travailleur recruté sur demande numérique ne donne pas suite à son engagement ou est empêché de se rendre en Suisse, les autorités italiennes veilleront à ce qu'il soit remplacé sans retard par un autre travailleur possédant les aptitudes voulues.

INTRODUCTION EN SUISSE

*Article 9*

1. Les travailleurs engagés conformément aux dispositions qui précèdent devront être en possession, pour entrer en Suisse, d'un passeport valable et d'une assurance d'autorisation de séjour délivrée par la police cantonale des étrangers.

2. Les autorités compétentes italiennes leur remettront le passeport sur présentation d'un contrat de travail visé par la Légation ou le Consulat.

3. Les travailleurs italiens devront se présenter à la police des étrangers de leur lieu de résidence pour régler les conditions de séjour dans les huit jours qui suivront leur arrivée en Suisse et, dans tous les cas, avant de commencer leur activité.

*Article 10*

1. Les contrats de travail soumis au visa de la Légation ou du Consulat seront rédigés sur une formule qui sera remise gratuitement aux intéressés.

2. Les autorités italiennes établiront le texte et les clauses de cette formule d'entente avec l'Office fédéral de l'Industrie, des arts et métiers et du travail. Il en sera de même pour toute modification ultérieure.

*Article 11*

1. Les contrats visés par la Légation ou le Consulat seront renvoyés aux requérants, qui les feront parvenir aux travail leurs intéressés.

2. Quand un contrat ne peut être visé, la Légation ou le Consulat en informera immédiatement le requérant et lui indiquera le motif de son refus.

*Article 12*

Le visa accordé par la Légation ou le Consulat sera valable pour toute la durée du séjour en Suisse du travailleur. Il n'aura pas à être renouvelé en cas de changement d'emploi ou de profession.

*Article 13*

1. Les travailleurs saisonniers italiens qui rentrent en Italie munis d'une assurance d'autorisation de séjour, délivrée par la Police cantonale des étrangers et valable pour la prochaine saison, pourront sortir à nouveau d'Italie et rentrer en Suisse sur la simple présentation de leur passeport.

2. Les travailleurs italiens, y compris les saisonniers, qui, pendant la durée de leur autorisation de séjour en Suisse, se rendent pour un temps limité en Italie, pourront en sortir à nouveau et rentrer en Suisse sans formalité.

*Article 14*

1. La Légation ou le Consulat pourra percevoir des employeurs un émolument de dix francs au maximum par contrat de travail visé. Aucun autre émolument ne pourra être exigé pendant la durée du séjour en Suisse du travailleur.

2. L'émolument sera à la charge de l'employeur. Il ne devra pas être déduit du salaire du travailleur.

3. L'employeur qui aura versé l'émolument sans avoir pu obtenir la main-d'oeuvre demandée aura droit au remboursement de la somme versée. Le remboursement ne sera pas accordé lorsqu'il s'agit d'une demande nominative demeurée sans résultat du fait que le travailleur demandé n'a pas pu répondre à l'appel de l'employeur par la faute de celui-ci.

*Article 15*

Les autorités suisses limiteront au strict nécessaire le contrôle sanitaire à la frontière. Ce contrôle n'entraînera pas de frais pour les travailleurs.

*Article 16*

Les frais de voyage des travailleurs, de leur domicile en Italie à leur lieu de destination en Suisse, devront être supportés par les employeurs lors de l'entrée en service.

RÉGIME APPLICABLE AUX TRAVAILLEURS ITALIENS EN SUISSE

*Article 17*

1. L'emploi des travailleurs italiens admis en Suisse de puis le 1<sup>er</sup> janvier 1945 et durant la validité du présent arrangement revêtant un caractère temporaire, ces travailleurs seront soumis en ce qui concerne leur séjour en Suisse, au régime exceptionnel prévu à l'article 2, 2<sup>e</sup> alinéa de la déclaration italo-suisse du 5 mai 1934.

2. La demande d'autorisation de séjour d'un ressortissant italien qui désire travailler en Suisse ne sera pas écartée pour le seul motif qu'un membre de sa famille y travaille déjà.

*Article 18*

1. Les travailleurs italiens devront bénéficier en Suisse du même traitement que les nationaux en ce qui concerne les conditions de travail et de rémunération. Ces conditions seront conformes aux dispositions des contrats collectifs ou des contrats-types de travail en vigueur, ou, à défaut, aux usages locaux et professionnels.

2. Les lois et règlements relatifs à la prévention des accidents, à l'hygiène (y compris la lutte contre la tuberculose) et à la sécurité des travailleurs s'appliqueront aux travailleurs italiens comme aux nationaux.

*Article 19*

Le régime applicable aux travailleurs italiens en matière d'assurances sociales fera l'objet d'accords spéciaux entre les deux pays. Les négociations touchant ces questions seront ouvertes aussitôt que possible, au plus tard dans un délai de six mois à compter de la signature du présent arrangement.

*Article 20*

Les travailleurs italiens pourront transférer leurs économies en Italie dans les limites des dispositions sur la matière.

RÉCLAMATIONS

*Article 21*

1. Les réclamations qui parviendront à la Légation au sujet de l'application du présent arrangement seront transmises à l'Office Fédéral de l'Industrie, des arts et métiers et du travail. Cet office procédera aux enquêtes nécessaires et s'efforcera de trouver une solution équitable.

2. Au demeurant, les travailleurs italiens auront les mêmes voies de droit que les ressortissants suisses pour faire valoir leurs réclamations, notamment en ce qui concerne les conditions de travail et de rémunération,

MESURES D'APPLICATION

*Article 22*

1. Les autorités des deux pays feront tout ce qui est en leur pouvoir pour simplifier, faciliter et accélérer les formalités relatives au recrutement et à l'introduction de la main-d'oeuvre italienne en Suisse. Elles donneront à cet effet des instructions précises aux organes compétents.

2. Les autorités italiennes veilleront en particulier à ce que les opérations de recrutement, le visa et la transmission des contrats de travail, de même que la délivrance des passeports s'effectuent dans le plus bref délai possible.

3. De leur côté, les autorités suisses s'efforceront d'accélérer l'octroi des assurances d'autorisation de séjour aux travailleurs italiens.

*Article 23*

1. Une commission consultative mixte sera chargée de veiller à la bonne application du présent arrangement. Elle pourra à cet effet examiner toute question en rapport avec l'immigration de main-d'oeuvre italienne en Suisse et fera, s'il y a lieu, des propositions aux gouvernements des deux pays.

2. La Commission se réunira, à la demande de l'un ou de l'autre des gouvernements, soit en Italie, soit en Suisse. Elle sera composée, en nombre égal, de représentants des administrations intéressées des deux pays. Chaque délégation pourra s'adjoindre les experts nécessaires.

3. La Commission fixera elle-même son organisation interne et son mode de travail. Elle pourra entrer directement en relations avec les administrations italiennes ou suisses intéressées.

*Article 24*

1. Les administrations compétentes des deux pays arrêteront d'un commun accord et, le cas échéant, sur l'avis de la Commission consultative mixte, les mesures de détail que nécessitera leur coopération en vue de l'exécution du présent arrangement.

2. Elles échangeront régulièrement toutes les informations propres à assurer cette exécution.

MISE EN VIGUEUR ET VALIDITÉ

*Article 25*

1. Le présent arrangement entrera en vigueur le 15 juillet 1948.

2. Il aura effet jusqu'au 31 décembre 1949 et sera renouvelé tacitement, d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie. La dénonciation devra être notifiée six mois avant l'expiration de chaque terme.

En foi de quoi les Plénipotentiaires susmentionnés, dûment autorisés, ont signé le présent arrangement.

Fait à Rome, en double exemplaire le 22 juin 1948.

Pour l'Italie :  
CARLO SFORZA

Pour la Suisse :  
RENE DE WECK

ACTE FINAL

Les Gouvernements italien et suisse, désireux de régler l'immigration de travailleurs italiens en Suisse et certaines Questions relatives au statut des Suisses en Italie, ont nommé respectivement comme leurs représentants :

Le Gouvernement Italien :

M. Mario Tommasini, Directeur général de l'Immigration;

M. Amleto Angelelli, Directeur général au Ministère du Travail pour le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale;

M. Giuseppe Migliore, Vice-Préfet Inspecteur;

M. Nilo Pignataro, Vice-Préfet Inspecteur pour le Ministère de l'Intérieur;

M. Giovanni Battista Ambrosi, Consul;

M. Gabriele Asinari di San Marzano, Consul;

M. Giovanni Ghenzi, Consul pour le Ministère des Affaires Etrangères;

Le Gouvernement Suisse :

S.E.N. René de Weck, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Suisse en Italie;

M. Heinrich Rothmund, Chef de la Division de Police du Département fédéral de Justice et Police;

M. Albert Jobin, chef de section à l'Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail;

M. Henri Tzaut, adjoint à la Division de Police;

M. Alfred Fischli, premier secrétaire de Légation au Département politique fédéral;

M. Roger Merlin, juriste de première classe à l'Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métier et du Travail;

lesquels, s'étant réunis à Rome, du 14 au 22 juin 1948, ont adopté les texte suivants;

I. Arrangement italo-suisse relatif à l'immigration de travailleurs italiens en Suisse;

II. Confirmation de la Déclaration du 5 mai 1934 concernant l'application de la convention italo-suisse d'établissement et consulaire du 22 juillet 1868;

III. Abolition de l'Arrangement concernant les passeports collectifs et de tourisme, du 5 mai 1934;

IV. Echange de notes concernant l'abolition du visa entre la Suisse et l'Italie.

Les déclarations suivantes ont été faites :

ad I. art. 15; A la demande de la Délégation italienne, la Délégation suisse déclare qu'en ce qui concerne le contrôle sanitaire à la frontière, les autorités italiennes pourront se mettre directement en rapport, pour examiner cette question, avec le Service fédéral de l'Hygiène publique, à Berne;

art. 17 : Lors de l'adoption de l'art. 17, la délégation italienne a exprimé le désir que le problème de l'imposition des ouvriers italiens admis en Suisse sous



le régime de cet arrangement soit examiné en tenant compte du caractère temporaire de leur séjour.

La Délégation suisse prend acte de ce voeu qu'elle ne manquera pas de soumettre à l'examen des autorités suisses compétentes;

art. 17 : La Délégation suisse ayant relevé les difficultés du rapatriement, la délégation italienne accepte que ce problème soit examiné au cours des discussions concernant le régime applicable aux ouvriers italiens en Suisse en matière d'assurance sociales.

ad II. Les délégations suisse et italienne constatent que les circonstances dues à la guerre ont empêché temporairement que la Déclaration concernant l'application de la convention italo-suisse d'établissement et consulaire du 22 juillet 1868 porte tous ses effets. Les Gouvernements suisse et italien s'engagent à en assurer dorénavant l'application pleine et entière.

ad III.a) A la demande de la délégation suisse, la délégation italienne a précisé par note verbale n.02850/124 du 19 juin 1948 dont le texte figure ci-joint que les passeports des ressortissants italiens désirant se rendre en Suisse seront délivrés aussi rapidement que possible.

Des listes collectives tenant lieu de passeports collectifs pourront être utilisées par des ressortissants suisses et des ressortissants italiens voyageant en groupes dans les conditions suivantes :

Les personnes figurant sur une liste collective doivent être en possession d'une pièce d'identité officielle munie d'une photographie. La liste doit comporter les mentions suivantes : nom, prénoms, date et lieu de naissance ou d'origine, adresse permanente ainsi que la désignation de la pièce d'identité personnelle de chaque membre de groupe. Elle restera en possession du chef de groupe qui doit lui-même être muni d'un passeport individuel valable. Toutes les personnes figurant sur une liste collective sont tenues de franchir la frontière ensemble, en un groupe unique, à l'entrée et à la sortie.

Vu ce qui précède, la Délégation suisse déclare qu'elle n'estime plus nécessaire le maintien de l'Arrangement concernant les passeports collectifs et de tourisme du 5 mai 1934. Par conséquent, il est décidé de l'abroger.

b) A la demande de la délégation suisse, la délégation italienne déclare que les autorités italiennes muniront les passeports délivrés à leurs nationaux désirant se rendre en Suisse d'une fiche spécifiant que malgré l'abolition du visa l'entrée en Suisse d'un ressortissant italien désirant y prendre un emploi n'est autorisée qu'après l'obtention d'une assurance d'autorisation de séjour octroyée par la police cantonale des Etrangers.

ad IV. Le visa consulaire est également aboli pour les listes collectives tenant lieu de passeports.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 22 juin 1948.

Pour L'Italie :  
CARLO SFORZA

Pour la Suisse :  
RENE DE WECK

[Exchange of letters – Échange de lettres]

I

[Italian text – Texte italien]

Roma, 22 giugno 1946

Signor Ministro,

ho l'onore di comunicare a V.E. che, allo scopo di agevolare ulteriormente il movimento di persone tra i nostri due Paesi, il Governo della Repubblica Italiana è disposto a concludere col Governo Federale di Svizzera un Accordo del seguente tenore:

- 1) - I cittadini di ciascuno dei due Paesi contraenti possono passare liberamente la frontiera dell'altro su semplice presentazione del loro passaporto valido. Essi saranno sottoposti in ambedue i Paesi alle prescrizioni vigenti circa il soggiorno degli stranieri.
- 2) - Il presente Accordo si applica anche al Principato del Liechtenstein.
- 3) - Il presente Accordo sostituisce quello del 25 dicembre 1947 circa l'abolizione dei visti di reingresso.

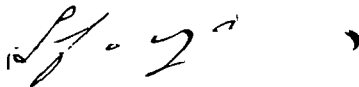
Se il Governo federale di Svizzera è disposto ad accettare quanto precede, ho l'onore di proporre che questa nota e la risposta di V.E., redatta in termini analoghi, facciano fede dell'Accordo intervenuto tra i due Governi che entrerà in vigore a partire dal 15 luglio 1946.

La prego di gradire, Signor Ministro, gli atti della mia più alta considerazione.

A S.E.

Il Signor RENE DE WECK  
Inviato Straordinario  
e Ministro Plenipotenziario  
della Confederazione Svizzera

Roma



I

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

Rome, le 22 juin 1948

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que, aux fins de faciliter ultérieurement le mouvement des personnes entre nos deux pays, le Gouvernement de la République italienne est disposé à conclure avec le Gouvernement de la Suisse un Accord de la teneur suivante :

1. Les ressortissants de chacun des deux États contractants peuvent franchir librement la frontière de l'autre État sur simple présentation de leur passeport national en cours de validité. Ils seront soumis dans les deux pays aux prescriptions en vigueur relatives au séjour des étrangers.

2. Le présent Accord s'applique également à la principauté du Lichtenstein.

3. Le présent Accord remplace l'Accord Italo-Suisse en date du 25 décembre 1947 relatif à l'abolition du visa de retour.

Si le Gouvernement fédéral de la Suisse accepte ce qui précède, j'ai l'honneur de proposer que la présente note et votre note de réponse font foi de l'Accord conclu en la matière entre les deux Gouvernements et qui entrera en vigueur le 15 juillet 1948.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

CARLO SFORZA

Son Excellence René de Weck  
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire  
de la Confédération suisse

II

[FRENCH TEXT -- TEXTE FRANÇAIS]

Rome, le 22 juin 1948

Monsieur le Ministre,

Par lettre de ce jour, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître que, aux fins de faciliter ultérieurement le mouvement des personnes entre nos deux Pays, le Gouvernement de la République italienne est disposé à conclure avec le Gouvernement suisse un accord de la teneur suivante :

“Les ressortissants de chacun des deux Etats contractants peuvent franchir librement la frontière de l'autre sur simple présentation de leur passeport national valable. Ils seront soumis dans les deux pays aux prescriptions en vigueur sur la police des étrangers.

Le présent accord s'applique également à la Principauté du Liechtenstein.

Il entre en vigueur le 15 juillet 1948 et remplace l'Accord italo-suisse du 23 décembre 1947 concernant l'abolition du visa de retour.”

En prenant acte de Votre communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître l'accord du Gouvernement suisse sur ce qui précède.

Conformément à Votre proposition, je vous confirme que la lettre de Votre Excellence et la présente réponse font foi de la Convention conclue en la matière entre les deux Gouvernements. Cette Convention entrera en vigueur le 15 juillet 1948.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

RENE DE WECK

Excellence  
Comte Carlo Sforza  
Ministre des Affaires Etrangères  
Rome

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

ARRANGEMENT BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND CONCERNING  
IMMIGRATION OF ITALIAN WORKERS INTO SWITZERLAND

The Government of the Italian Republic and the Swiss Federal Council,

Desiring to maintain and develop the traditional migratory movement from Italy to Switzerland, and intending to regulate by mutual agreement and in the best interests of the two countries the procedures for recruitment of Italian workers and the procedure relating to the entry of such workers into Switzerland, as well as the arrangements applicable to the conditions under which they stay and work there,

Have resolved to conclude an Arrangement and have designated as their plenipotentiaries for this purpose:

The Government of the Italian Republic: H. E. Count Carlo Sforza, Minister for Foreign Affairs

The Swiss Federal Council: H. E. René de Weck, Minister for Switzerland in Rome,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

GENERAL PROVISIONS

*Article 1*

1. The present Arrangement shall apply to the immigration into Switzerland of seasonal workers or workers admitted on a temporary basis.
2. The specific provisions relating to the arrangements for frontier workers shall be maintained

*Article 2*

The Italian Government shall take account of the needs of Switzerland in distributing the available Italian workers among those countries interested in utilizing them.

RECRUITMENT

*Article 3*

1. Requests for quantities of workers shall be presented to the Legation of Italy in Berne (hereinafter referred to as the Legation) and requests for specific workers by name shall be submitted to the appropriate Consulate of Italy (hereinafter referred to as the Consulate).
2. Such requests may be submitted by employers, associations of business owners, and bodies of public benefit recognized by the Swiss authorities.

3. By contrast, requests submitted through private agencies shall not be accepted.

*Article 4*

Taking into account that the demand for labour in Switzerland is essentially individual in nature, and that there are traditional relationships existing between Swiss employers and Italian workers, the Italian government will allow Swiss employers to recruit Italian workers with whom they have a personal relationship, up to the limits provided for in Article 5.

*Article 5*

1. The Consulate shall be empowered to allow requests for specific workers by name, up to a maximum of five workers per employer.
2. Requests for workers by name exceeding that figure shall be submitted to the Ministry of Labour in Rome, which shall approve them to the extent that the circumstances allow.
3. If it is not possible to approve them, requests for workers by name exceeding the figure established may, at the request of those submitting them, be considered as requests for quantities of workers, and be handled accordingly. The Ministry of Labour shall communicate its decision as rapidly as possible.

*Article 6*

1. Requests for quantities of workers shall contain exact information on the type of work, the type and qualification of the workers required, and on working, compensation, accommodation and daily subsistence conditions.
2. The Legation shall transmit these requests to the Labour Offices assigned in advance by the Italian central authorities, to which at the same time it shall send a copy of the requests. As a first step, the Legation shall notify the approximate needs of which it is aware to the Italian central authorities, which will inform it of the Labour Offices to which it may apply and of the proportions in which each of these offices will contribute to the recruitment of the workers requested. To the extent possible, account will be taken of the desires expressed by those submitting the requests with regard to the geographical regions from which the requested workers would preferably be recruited.

*Article 7*

1. The lists of workers recruited in response to a request for quantities of workers shall be provided to the requestors by way of the Legation.
2. As soon as they are in possession of these lists, the requestors shall have the option of proceeding to the place of recruitment in Italy, to make contact with the workers who are supposed to work for them, and, as appropriate, to accompany them to Switzerland. They shall make arrangements in advance with the Labour Office responsible for recruitment.

*Article 8*

If a worker recruited in response to a request for a quantity of workers does not take up his employment or is unable to go to Switzerland, the Italian authorities shall ensure that he is replaced without delay by another worker having the desired skills.

ENTRY INTO SWITZERLAND

*Article 9*

1. In order for workers hired in accordance with the provisions above to enter Switzerland, they must have in their possession a valid passport and a confirmation that they will be granted a residence permit, issued by way of the Aliens' Police of the canton.

2. The competent Italian authorities will issue them a passport upon presentation of a contract for work, appropriately endorsed by the Legation or the Consulate.

3. The Italian workers must present themselves to the Aliens' Police of their place of residence in order to arrange their conditions of residence, within the week following their arrival in Switzerland, and in any event before commencing work.

*Article 10*

1. The labour contracts submitted for endorsement by the Legation or the Consulate shall be drawn up on a form which will be provided free of charge to those involved.

2. The Italian authorities shall lay down the text and provisions of this form in agreement with the Federal Office for Industry, Arts and Crafts and Labour. The same shall apply to any subsequent amendments.

*Article 11*

1. The contracts endorsed by the Legation or the Consulate shall be sent back to the requestors, who will pass them on to the workers concerned.

2. When a contract cannot be endorsed, the Legation or the Consulate will inform the requestor immediately and will explain why it has been rejected.

*Article 12*

The endorsement provided by the Legation or the Consulate shall be valid for the entire time that the worker remains in Switzerland. It will not need to be renewed in the event that the worker changes employer or changes jobs.

*Article 13*

1. Italian and seasonal workers who return to Italy in possession of a confirmation that they will be granted a residence permit, issued by the Aliens' Police of the canton and



valid for the following season, shall be permitted to leave Italy and return to Switzerland simply upon presentation of their passport.

2. Italian workers, including seasonal workers, who, during the validity of their Swiss residence permit, return to Italy for a limited period, may leave Italy again and return to Switzerland without formalities.

*Article 14*

1. The Legation or the Consulate may charge the employers a fee not exceeding 10 francs per labour contract endorsed. No other fee shall be charged during the time that the worker remains in Switzerland.

2. The fee shall be the responsibility of the employer. It shall not be deducted from the worker's wages.

3. An employer who has paid the fee but has not been able to obtain the labour required shall be entitled to reimbursement of the amount paid. No reimbursement will be provided in the case of a request for a worker by name which did not come to fruition owing to the fact that the worker in question was not able to respond to the request, as a result of factors for which the employer was responsible.

*Article 15*

The Swiss authorities shall limit the health check at the frontier to what is strictly necessary. This check shall not entail any expense for the workers.

*Article 16*

The travelling costs of the workers, from their home in Italy to their destination in Switzerland, shall be paid by the employers when the workers commence work.

ARRANGEMENTS APPLICABLE TO ITALIAN WORKERS IN SWITZERLAND

*Article 17*

1. Since the employment of Italian workers admitted into Switzerland after 1 January 1945 and during the validity of the present Arrangement is of a temporary nature, for purposes of their stay in Switzerland such workers shall fall under the special arrangements provided for in article 2, paragraph 2, of the Italo-Swiss Declaration of 5 May 1934.

2. A request for a residence permit for an Italian national who wishes to work in Switzerland shall not be refused simply on the grounds that a member of his or her family is working there already.

*Article 18*

1. The Italian workers shall enjoy in Switzerland the same treatment as Swiss nationals with regard to conditions of work and remuneration. These conditions shall be in accordance with the provisions of collective labour contracts or standard labour contracts currently in force, or, failing that, with local and trade customs.

2. The laws and regulations relating to the prevention of accidents, to hygiene (including combating tuberculosis) and to worker safety shall apply to the Italian workers as they do to the Swiss.

*Article 19*

The arrangements applicable to Italian workers in the area of social security shall be covered in specific agreements between the two countries. The negotiations on these issues shall be started as soon as possible, and at the latest within six months after signing of the present Arrangement.

*Article 20*

Italian workers shall be entitled to transfer their savings to Italy in line with the provisions of the relevant regulations.

COMPLAINTS

*Article 21*

1. Complaints reaching the Legation concerning the implementation of this Arrangement shall be transmitted to the Federal Office for Industry, Arts and Crafts and Labour, which will undertake the necessary inquiries and attempt to find an equitable solution.

2. The Italian workers shall have the same recourse to legal proceedings in support of their complaints as Swiss nationals, in particular with regard to conditions of work and remuneration.

IMPLEMENTING MEASURES

*Article 22*

1. The authorities of the two countries shall do all that is in their power to simplify, facilitate and speed up the formalities relating to recruitment of Italian workers and their entry into Switzerland. To this end, they shall issue precise instructions to the relevant bodies.

2. The Italian authorities shall ensure in particular that the operations of recruitment, endorsement and communication of the labour contracts, as well as the issue of passports, shall occur as quickly as possible.

3. For their part, the Swiss authorities shall endeavour to speed up the issue to the Italian workers of the confirmations that they will be granted a residence permit.

*Article 23*

1. A joint consultative commission shall be entrusted with ensuring the proper implementation of the present Arrangement. To this end, it shall be empowered to examine any issue relating to the immigration of Italian workers into Switzerland, and shall make, as appropriate, proposals to the Governments of the two countries.

2. The commission shall meet, at the request of either of the Governments, in Italy or in Switzerland. It shall be made up, in equal numbers, of representatives of the relevant administrative bodies of the two countries. Each delegation may co-opt the necessary experts.

3. The commission shall establish its own internal organization and methods of working. It shall be empowered to have dealings with the relevant Italian or Swiss administrative bodies.

*Article 24*

1. The relevant administrative bodies of the two countries shall establish, by mutual agreement and as appropriate upon the advice of the joint consultative commission, the detailed measures which are required by the cooperation between them in order to put the present Arrangement into effect.

2. They shall regularly exchange all information that will contribute to ensuring this implementation.

ENTRY INTO FORCE AND VALIDITY

*Article 25*

1. The present Arrangement shall enter into force on 15 July 1948.

2. It shall be valid until 31 December 1949, and shall be renewed without further action every year, unless denounced by one party or the other. Denunciation must be notified six months before the expiry of a period of validity.

In witness whereof, the above plenipotentiaries, duly authorized, have signed the present Arrangement.

Done in Rome in duplicate on 22 June 1948.

For Italy:

CARLO SFORZA

For Switzerland:

RENE DE WECK

FINAL ACT

The Governments of Italy and Switzerland, desiring to regulate the immigration of Italian workers into Switzerland and certain issues relating to the status of Swiss people in Italy, have appointed as their respective representatives:

The Government of Italy:

Mr. Mario Tommasini, Director-General for Immigration;

Mr. Amleto Angelelli, Director-General at the Ministry of Labour, for the Ministry of Labour and Social Welfare;

Mr. Giuseppe Migliore, Vice-Prefect, Inspector;

Mr. Nilo Pignataro, Vice-Prefect, Inspector, for the Ministry of the Interior;

Mr. Giovanni Battista Ambrosi, Consul;

Mr. Gabriele Asinari di San Marzano, Consul;

Mr. Giovanni Ghenzi, Consul, for the Ministry of Foreign Affairs;

The Government of Switzerland:

H. E. René de Weck, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Switzerland in Italy;

Mr. Heinrich Rothmund, Head of the Police Division of the Federal Department of Justice and Police;

Mr. Albert Jobin, Section Head at the Federal Office for Industry, Arts and Crafts and Labour;

Mr. Henri Tzaut, Assistant at the Division of Police;

Mr. Alfred Fischli, First Legation Secretary at the Federal Political Department;

Mr. Roger Merlin, Senior Attorney at the Federal Office for Industry, Arts and Crafts and Labour;

who, having met in Rome from 14 to 22 June 1948, adopted the following texts:

- I. Arrangement between Italy and Switzerland concerning immigration of Italian workers into Switzerland;
- II. Confirmation of the Declaration of 5 May 1934 concerning the implementation of the convention of establishment and consular convention between Italy and Switzerland of 22 July 1868;
- III. Abolition of the Arrangement concerning collective passports and tourists' passports of 5 May 1934;
- IV. Exchange of notes concerning the abolition of the visa requirement between Switzerland and Italy.

The following declarations were made:

On I. Article 15: At the request of the delegation of Italy, the delegation of Switzerland stated that the Italian authorities were at liberty to contact the Fed-

eral Public Hygiene Service in Berne directly, in order to examine the matter of the health check at the frontier;

Article 17: During the adoption of article 17, the Italian delegation expressed the wish that the problem of taxation on Italian workers admitted to Switzerland under the rules provided for in this Arrangement should be examined, taking into account the fact that their stay was only temporary.

The Swiss delegation took note of this wish and undertook to submit it for examination by the competent Swiss authorities;

Article 17: After the Swiss delegation had raised the matter of difficulties in repatriation, the Italian delegation agreed that the problem should be examined during discussions concerning the arrangements to be applied to the Italian workers in Switzerland in the area of social security.

On II. The Swiss and Italian delegations noted that circumstances resulting from the war had temporarily prevented the Declaration on the implementation of the convention of establishment and consular convention between Italy and Switzerland of 22 July 1868 from going fully into effect. The Swiss and Italian Governments undertook to ensure its full and entire implementation henceforth.

On III.(a) At the request of the Swiss delegation, the Italian delegation had clarified by means of a note verbale, number 02850/124 of 19 June 1948, the wording of which is appended, that the passports of Italian nationals wishing to go to Switzerland would be issued as rapidly as possible.

Collective lists acting in place of collective passports could be used by Swiss nationals and Italian nationals travelling in groups, under the following conditions:

The persons on a collective list must have in their possession an official identity document bearing a photograph. The list must contain the following items: family name, first names, date and place of birth, permanent address and classification of the personal identity document of each member of the group. The list would remain in the possession of the leader of the group, who was required to be in possession of a valid individual passport. All the persons in a collective list were required to cross the frontier together, in a single group, both when entering and when the leaving the country.

In the light of the foregoing, the Swiss delegation stated that it no longer considered it necessary to maintain the Arrangement on collective passports and tourists' passports of 5 May 1934. Consequently, it was decided to annul it.

(b)At the request of the Swiss delegation, the Italian delegation stated that the Italian authorities would attach to the passports issued to those of their nationals who wished to go to Switzerland a notification that despite the abolition of the visa requirement, entry into Switzerland of an Italian national wishing to take up employment was authorized only after the Italian national had obtained a confirmation that he or she would be granted a residence permit, issued by the Aliens' Police of the canton.

On IV. The consular visa requirement was also abolished for collective lists acting in place of passports.

Done in Rome in duplicate on 22 June 1948.

For Italy:

CARLO SFORZA

For Switzerland:

RENE DE WECK